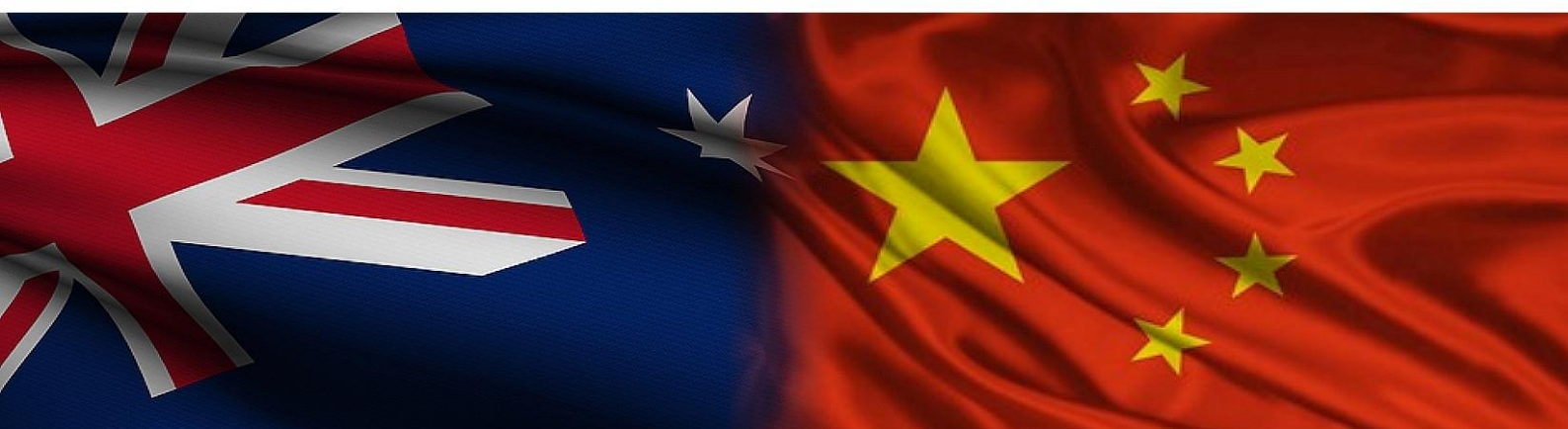


Entre l'Aigle et le Dragon : L'Australie à l'heure des choix face à la Chine?

Bruno Hellendorff



NOTE D'ANALYSE 17

Note d'Analyse 17

Hellendorff Bruno

Entre l'Aigle et le Dragon : L'Australie à l'heure des choix face à la Chine ?

Janvier 2012

Note d'Analyse 17

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : Tanguy.Struye@uclouvain.be

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2009.



Bruno Hellendorff est diplômé en Relations Internationales de l'Université catholique de Louvain (UCL). Il a réalisé son mémoire sur la politique de Pékin en Afrique. Il est maintenant doctorant à l'UCL et chercheur au sein du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP).

Sommaire

Sommaire.....	5
Introduction	6
1 La rupture: le développement global de la Chine.....	8
2 La montée en puissance chinoise : une variable perturbatrice	11
2.1 Dynamiques de compétition	12
2.2 Dynamiques de coopération	16
3 Chine-Australie : une interdépendance économique voulue	24
4 L'Australie à la recherche d'un difficile équilibre régional	32
4.1 Modernisation militaire.....	33
4.2 La moyenne puissance australienne	35
5 Conclusion	41

Introduction

« *God created heaven and earth, everything else is made in China* ». Cette plaisanterie, relayée par un diplomate malaisien¹, représente une excellente illustration de l'importance de la Chine dans l'appréhension du système international contemporain qu'ont ses voisins d'Asie-Pacifique. Si la référence au « made in China » peut paraître essentiellement focalisée sur les caractéristiques propres au développement économique chinois, la dynamique est en fait bien plus large. Pays à l'histoire extrêmement riche, désormais deuxième économie mondiale, deuxième budget militaire national² et première population mondiale, la Chine est aujourd'hui au centre d'une dynamique globale voyant l'Asie gagner inexorablement en importance dans le paysage géoéconomique, géopolitique et géostratégique mondial. En Asie-Pacifique plus particulièrement, le déploiement chinois, certes pragmatiquement centré sur la promotion des échanges économiques, modifie néanmoins en profondeur les équilibres de puissance hérités d'un monde bipolaire. Au niveau régional, ce processus engendre des dynamiques de confrontation – illustrées par les disputes territoriales l'opposant à ses voisins vietnamiens ou japonais – comme de coopération, voire d'intégration, au sein d'organisations et institutions diverses (ASEAN+3, ASEAN Regional Forum, Asia-Pacific Economic Cooperation, East Asia Summit, ASEAN-China Free Trade Agreement...). Les ambitions chinoises, interprétées le plus souvent au travers de sa politique étrangère et des évolutions de celle-ci, ont donc un impact substantiel sur le positionnement de ses voisins à son égard, et, partant, sur la reconfiguration stratégique du système régional.

Les inquiétudes causées en 2009-2010 par le tournant plus « autoritaire » (« *assertive* ») de la Chine dans ses relations extérieures³ illustrent la difficulté pour ses partenaires d'équilibrer leurs relations avec Pékin, partagés entre leurs espoirs de bénéfices économiques substantiels et leurs craintes d'une nouvelle domination hégémonique. Ce dilemme est particulièrement flagrant dans le cas de l'Australie.

¹ Entretien de l'auteur avec un diplomate malaisien. Bruxelles, 15 juin 2011.

² « Background paper on SIPRI military expenditure data, 2010 », SIPRI, <http://www.sipri.org/>

³ Shambaugh D., « Coping with a Conflicted China », in *The Washington Quarterly*, pp.7-27.

Puissance moyenne revendiquant une identité occidentale, l'Australie a longtemps considéré son environnement asiatique comme hostile⁴. A découlé de cette perception une politique d'alignement presque inconditionnelle avec, dans un premier temps, la Grande Bretagne, et dans un second temps, les Etats-Unis. Les diverses transformations du panorama stratégique et économique régional – autant que mondial – ont ensuite contraint l'Australie à faire preuve de créativité et de diversification dans ses relations extérieures afin de dépasser une marginalisation qu'elle craint tout particulièrement, au vu de sa situation géographique souvent résumée comme « *Down under* ». D'où son rapprochement avec la Chine qui, plus qu'aucun autre pays, a toujours symbolisé pour Canberra « *l'évolution immanente de l'ordre régional asiatique* »⁵.

Impératif économique – le centre de l'économie mondiale se déplaçant de plus en plus vers l'Asie – le rapprochement sino-australien est aussi une nécessité sécuritaire : pour Canberra, il est impératif d'éviter – autant que possible – que son alliance avec Washington lie son sort aux aléas de la relation Chine-Etats-Unis. Cette double nécessité se retrouve dans le livre blanc de la Défense australienne de 2009 quant il mentionne que « *barring major setbacks, China by 2030 will become a major driver of economic activity both in the region and globally, and will have strategic influence beyond East Asia.* »⁶. Il n'en reste pas moins que, tandis que l'amélioration de leurs relations a généré des bénéfices économiques substantiels pour les deux puissances⁷, les gains respectifs sont moins évidents sur le plan stratégique.

Ce travail s'attache à détailler, dans sa première partie, la montée en puissance de la Chine. Nous verrons ensuite en quoi les dynamiques propres au développement chinois peuvent susciter le conflit avec ses voisins, ou au contraire pousser à la coopération. Nous nous pencherons ensuite, en deux phases, sur la réponse qu'apporte l'Australie à ce déploiement chinois. Seront considérées : dans un premier point, l'instrumentalisation par Canberra de ses relations économiques bilatérales avec Pékin ; ensuite, la stratégie politico-militaire mise en place par l'Australie dans un cadre régional aux enjeux

⁴ Singh P., « Australia's Changing Global Perceptions and Policies », in *India Quarterly: A Journal of International Affairs*, 63(1), 2007, p. 1.

⁵ Wesley M., « Australia-China », in Taylor B. (éd.), *Australia as an Asia-Pacific Power: Friendship in Flux ?*. New York: Routledge, 2007, pp 60-79.

⁶ *Defending Australia in the Asia-Pacific Century: Force 2030*, Australian Government, Department of Defence, p.34, www.defense.gov.au (page consultée le 6 avril 2011).

⁷ Medeiros E.S., « Is Beijing Ready for Global Leadership ? », in *Current History* 108, N°719, Septembre 2009, p.250.

multiplés et complexes. Nous concluons par un bref récapitulatif des éléments déterminants mis en valeur.

1. La rupture: le développement global de la Chine

D'un point de vue historique, la formidable montée en puissance de la Chine tient plus d'une réémergence que d'un fait nouveau. Au travers de l'Histoire documentée, la Chine est restée très longtemps la plus grande économie mondiale : jusqu'au 15^{ème} siècle, c'est elle qui avait le plus grand revenu par tête et en 1820, elle représentait toujours 30% du PNB mondial⁸. Si les guerres de l'Opium (1839-1842, 1856-1860) ont marqué le début d'une période d'instabilité et de déclin pour l'Empire du Milieu, considérée par les nationalistes chinois comme un « siècle de honte et d'humiliation nationales », la donne a aujourd'hui sensiblement changé et le spectaculaire développement du pays ne manque pas de surprendre : il constitue indéniablement une rupture par rapport aux équilibres hérités de la Guerre froide.

Consciente de ses faiblesses, la Chine s'est en effet lancée dès 1978 dans une politique d'ouverture économique amorcée par les réformes de Deng Xiaoping. « *Reposant prioritairement sur l'insertion dans le commerce international et l'afflux d'investissement industriels étrangers, la croissance annuelle moyenne du PIB s'établit entre 1979 et 2005 au taux sans égal de 9,4% pour atteindre 11,4% en 2007. La faiblesse des coûts salariaux de son immense réservoir de main d'œuvre constitue le premier déterminant des délocalisations industrielles à destination de l'Empire du Milieu, devenant de facto le nouvel atelier de l'Asie, sinon du monde*⁹ ». Entre 2008 et 2010, la croissance du PIB Chinois a atteint respectivement 9,6%, 9,2% et 10,3%¹⁰. La Chine est aujourd'hui la deuxième économie mondiale, la crise de 2008 ayant donné un coup d'accélérateur au processus de « rattrapage » dans lequel elle était déjà bien engagée, vis-à-vis des économies développées.

Bien entendu, cet essor ne s'est pas confiné à la sphère économique. La croissance économique chinoise est elle-même le résultat de réformes

⁸ « A Survey of the World Economy - The Real Great Leap Forward », in *The Economist*, Septembre 2004, p. 5.

⁹ Wintgens S., « Chine, la révolution tranquille d'une puissance ascendante », in Santander S., *L'émergence des nouvelles puissances vers un système multipolaire?*, Paris : Ellipses, 2009, p. 94.

¹⁰ CIA World Factbook. (<https://www.cia.gov>)

politiques, imposées « par le haut »¹¹, qui se sont par ailleurs répercutées de manière significative dans l'appréhension qu'ont la Chine et ses leaders de leur environnement. Le choix de privilégier le champ économique dans la stratégie de développement du pays répondait d'abord à un impératif structurel: à la mort de Mao (1976), la République Populaire de Chine (RPC) était en effet « *au bord du chaos et de la banqueroute* »¹². Ces réformes ont également une dimension historique, voire civilisationnelle : à titre d'exemple, l'utilisation – ou réinterprétation – du slogan *fuguo qianbing* (pays riche, armées puissantes), par le Comité permanent du bureau politique du Parti Communiste Chinois en 2004¹³ ou par le Président Hu Jintao en 2007¹⁴, font ainsi largement écho à la tradition légiste initiée pendant la Dynastie des Zhou orientaux (du VIII^{ème} siècle av. J.-C. à 221 av. J.-C.)¹⁵. Au niveau des mentalités, ainsi que l'exprime C. Puel : « *Ces années de réforme ont entraîné une véritable révolution psychologique chez les Chinois : ils ont évacué la mentalité de victimes qu'ils exprimaient voilà trente ans, à l'égard du Japon et de l'Occident, pour retrouver des ambitions de grande puissance*¹⁶ ». Enfin, la croissance économique chinoise s'est adjointe d'une très ambitieuse montée en puissance militaire.

Depuis, cette transformation et ses succès ont largement débordé du seul cadre national ou même régional. Conséquence de ces évolutions, le pays cherche sa propre « place au soleil » dans le système international contemporain : ainsi, sa doctrine du « développement pacifique »¹⁷ vise clairement à redonner à Pékin un statut considéré comme plus adapté aux circonstances actuelles¹⁸. Cette sorte de « Grande Stratégie » part, d'après Avery Goldstein, de quatre constats

¹¹ En 1982, le 12^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois établit à cet égard une réelle rupture: jusque là cloisonnée par les contraintes de la Guerre froide, la politique étrangère chinoise s'oriente alors vers la promotion de « la paix et du développement » et la priorité est mise sur le développement économique. Voir par exemple : Li A., « Transformation of China's policy towards Africa », Working Paper #20, Center on China's Transnational Relations, 2006, pp. 2-3.

¹² Murawiec L., *L'esprit des nations : cultures et géopolitique*. Paris : Odile Jacob, 2002, p. 95.

¹³ Zhu F., Thompson D., « New National Strategy Provides Insight into China's Rise », in China Brief, 4(17), Septembre, 2004. <http://www.jamestown.org/>

¹⁴ « Texte intégral du rapport de Hu Jintao prononcé au XVII^e Congrès du PCC », in *Xinhua News*, 24 octobre 2004. Accessible sur : <http://www.french.xinhuanet.com/>

¹⁵ Zhenguyan F., *Autocratic tradition and Chinese politics*. Cambridge : Cambridge University Press, 1993, p. 19.

¹⁶ Puel C., *Les trente ans qui ont changé la Chine : 1980-2010*. Paris : Buchet-Chastel, 2011, p. 465.

¹⁷ « *Heping fazhan* ». Sur l'évolution du concept, et plus particulièrement son remplacement de la doctrine du « Peaceful Rise », voir : Glaser B. & Medeiros E., « The Changing Ecology of Foreign Policy-Making in China : The Ascension and Demise of the Theory of 'Peaceful Rise' », in *The China Quarterly*, 190, Juin 2007, pp. 291-310.

¹⁸ Wang Y.-K., « China's Response to the Unipolar World : The Strategic Logic of Peaceful Development », in *Journal of Asian and African Studies*, 45(5), pp. 554-567.

défavorables : (1) dès la fin de la Guerre froide, la Chine comprend que l'avènement de la multipolarité n'est pas pour tout de suite et que les États-Unis resteront prédominants; (2) la Chine reconnaît souffrir d'un retard capacitaire tant militaire qu'industriel; (3) la Chine craint qu'une politique d'isolement ou d'endiguement ne soit appliquée à son encontre par l'ensemble des acteurs de la scène internationale; et (4) la problématique de Taïwan souligne une relation d'inimitié entre les États-Unis et la Chine¹⁹.

Dans une vision géostratégique empruntée à Tellis et Swaine de la RAND Corporation, les quatre réponses qu'apporte la « Grande Stratégie » chinoise aux défis identifiés par Goldstein sont : (1) assurer un développement économique stable et soutenu, (2) maintenir/développer des relations amicales avec l'international²⁰, (3) renforcer et moderniser sa puissance militaire et (4) poursuivre continuellement la recherche d'avantages stratégiques asymétriques²¹.

Par ailleurs, l'ouverture au monde de la Chine a débouché sur de nouveaux défis et de nouvelles vulnérabilités. Empire longtemps autosuffisant, sa nouvelle dépendance envers les routes maritimes qu'empruntent à la fois ses importations d'énergie ou de matières premières et ses exportations de produits manufacturés a poussé le pays à s'engager dans un très ambitieux programme de développement de ses forces navales, interprété par certains – de manière fort excessive – comme une « doctrine Monroe chinoise »²². Dès lors, quand bien même les décideurs chinois s'évertuent à rassurer leurs voisins en présentant leur stratégie de développement comme responsable et pacifique, l'incertitude pesant sur les réelles ambitions chinoise et sur la trajectoire qu'empruntera leur politique étrangère à l'avenir ne manque pas de perturber le système régional d'Asie-Pacifique.

¹⁹ Goldstein A., « China's Grand Strategy and U.S. Foreign Policy », in *Foreign Policy Research Institute*, 27 September, 2005.

²⁰ Ce qu'elle fera en deux phases : d'abord au travers du développement de relations bilatérales entre 1988 et 1994 ; ensuite via l'intégration au sein de la communauté internationale, c'est-à-dire le développement d'une politique étrangère plus multilatérale, dans le milieu des années 1990. Voir : Wintgens S., « Chine, la révolution tranquille d'une puissance ascendante », in Santander S., *L'émergence des nouvelles puissances vers un système multipolaire?*. Paris : Ellipses, 2009, p. 95.

²¹ Tellis A.J., Swaine M.D., *Interpreting China's Grand Strategy: Past, Present, and Future*, Rand Corporation, 2000, p.283.

²² A ce propos, et pour une vue plus détaillée du programme de développement de la marine chinoise, voir : Struye de Swielande T., « Inde-Chine : concurrence dans le voisinage », Note d'Analyse Chaire Inbev Baillet-Latour, n°8, juin 2010, p. 31.

2. La montée en puissance chinoise : une variable perturbatrice

Selon les perspectives adoptées, la montée en puissance chinoise peut apparaître comme une menace autant que comme une opportunité. Pour certains réalistes comme Mearsheimer, l'objectif ultime de la Chine est bien de devenir l'hégémon, c'est-à-dire l'unique grande puissance au sein d'un système international considéré comme anarchique. Sa montée en puissance ne peut donc être pacifique et la réponse à adopter face à cette menace est de l'« endiguer »²³. Pour d'autres, comme Ikenberry ou Christensen, l'intégration croissante de la Chine au sein d'un système, non plus vu comme anarchique mais plutôt basé sur des normes et sur une interdépendance complexe entre ses acteurs, peut lui permettre d'atteindre ses objectifs de puissance sans passer par la case « confrontation directe »²⁴. D'autres encore interprètent le développement d'une diplomatie plus « accommodante », plus multilatérale, par Pékin comme le signe que la Chine – engagée dans un processus de socialisation – peut, potentiellement, devenir un « *responsible stakeholder and force for the good in the world* »²⁵. Dans la continuité de ces deux derniers courants, il faudrait donc plutôt coopérer (« *engage* ») avec la Chine²⁶.

2.1. Dynamiques de compétition

Dans la tradition néoréaliste, le concept de « dilemme de sécurité » implique qu'au sein d'un jeu à somme nulle, le développement de la puissance d'un des acteurs se fait au détriment de la sécurité de ses voisins. Or l'Asie-Pacifique est aujourd'hui « *the most prevailing and outstanding security dilemma in the world* »²⁷. Selon la théorie classique du « Balance of power », les États dont la sécurité est menacée par le renforcement militaire chinois sont ainsi confrontés à un choix nécessaire : doivent-ils s'opposer (*balancing*) ou s'associer (*bandwagoning*) à la puissance chinoise ? Pourtant, les stratégies qu'ils adoptent transcendent cette

²³ Mearsheimer J., « China's Unpeaceful Rise », in *Current History*, 105(690), pp. 160-162.

²⁴ Voir par exemple : Ikenberry J., « The rise of China and the Future of the West », in *Foreign Affairs*, 87 (1), Janvier/Février 2008, pp. 23-34. Christensen T., « The Advantages of an Assertive China », in *Foreign Affairs*, 90 (2), Mars/Avril 2011, pp. 54-67.

²⁵ Selon la terminologie de Robert Zoellick, employée dans son discours auprès du comité sur les relations sino-américaines du Congrès, « Responsible Stakeholder », le 21 septembre 2005, et reprise dans la QDR américaine de 2006. Voir : U.S. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review*, 6 février 2006, p. 29.

²⁶ White H., Taylor B., « A rising China and American perturbations », in Tow W. (éd.), *Security Politics in the Asia-Pacific* in New York: Cambridge University Press, 2009, pp. 85-86.

²⁷ Xin B., « Security Dilemma, Balance of Power Vs. US Policy Towards China in the Post-Cold War Era », in *Contemporary International Relations*, Septembre 2001. Article traduit du chinois. Disponible sur : http://www.uscc.gov/researchpapers/2000_2003/pdfs/secur.pdf

dichotomie ; leurs politiques sont en fait composites, se positionnant selon les enjeux et selon les périodes sur un spectre dont l'opposition franche (*balancing*) et l'alignement (*bandwagoning*) ne sont que les extrêmes, l'objectif étant de garder un maximum d'options ouvertes. Il s'agit, en somme, d'« *hedging strategies* ». Plus que la puissance chinoise *per se*, c'est la perception qu'ont ces Etats de cette puissance qui détermine leurs réponses.

En effet, même si elle proclame mener « une politique de défense nationale de nature défensive »²⁸, la Chine peut tout de même paraître menaçante à ses voisins. D'une part, comme le dit Jervis, « *most means of self-protection simultaneously menace others* »²⁹. D'autre part, suivant les travaux de Buzan et. al., la sécurité est d'ordre relationnelle. Le « dilemme de sécurité » devient « complexe régional de sécurité »³⁰. Les Etats peuvent choisir la confrontation avec la Chine non parce que l'équilibre de puissance évolue mais parce qu'ils perçoivent la montée en puissance chinoise comme une menace, le déséquilibre systémique n'étant alors qu'une variable parmi d'autre participant à la définition de cette image d'une Chine menaçante.

Dans sa théorie du « *balance of threat* », Walt identifie quatre facteurs influant le niveau de menace qu'un État peut poser, incluant donc à la théorie réaliste la dimension cognitive qui lui manquait pour expliquer le comportement des Etats d'Asie-Pacifique face à la Chine. Ces facteurs sont : (1) l'ensemble des ressources à sa disposition (« *aggregate power* »), (2) sa proximité géographique, (3) ses capacités offensives et (4) ses intentions offensives³¹. « *The greater a state's total resources (i.e., population, industrial and military capability, technological prowess, etc.), the greater a potential threat it can pose to others* »³². Plus une puissance paraît menaçante, plus les Etats menacés auront tendance à s'y opposer (*balancing*). Dans le cas présent, la croissance chinoise en elle-même génère déjà une certaine inquiétude chez ses voisins, étant donné l'énorme poids – relatif et absolu – de son économie, de sa démographie et de son étendue territoriale. Le facteur géographique joue également, étant donné l'éloignement des États-Unis, dont dépendent largement plusieurs États d'Asie-Pacifique pour leur

²⁸ « La Chine publie un livre blanc sur la défense nationale », in *Xinhua News*, 31 mars 2011. <http://french.news.cn/>

²⁹ Jervis R., *Perception and Misperception in International Politics*. Princeton: Princeton University Press, 1976, pg 63.

³⁰ Buzan B., Waever O., De wilde J., *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder : L. Rienner Publishers, 1998, p. 95-118.

³¹ Walt S., « Alliance Formation and the Balance of World Power », in *International Security*, 9(4), Printemps 1985, pp. 3-43.

³² *Ibid.* p. 9.

sécurité (Australie, Corée du Sud et Japon par exemple) par rapport à la proximité de la Chine. C'est tout particulièrement le cas en Australie, dont la géographie stratégique a été résumée par Blainey à une « tyrannie de la distance »³³.

Ce sont néanmoins les deux derniers facteurs (capacités et intentions offensives) qui semblent focaliser l'attention : les inquiétudes des voisins de la Chine en Asie-Pacifique sont avant tout liées au développement capacitaire de l'Armée Populaire de Libération (APL) et à sa possible expansion en des théâtres d'opération étrangers. Comme l'a noté le Ministre de la Défense australien Smith au dernier dialogue Shangri-La à Singapour, « *With this rise comes added strategic responsibilities for China, including the need for greater openness and transparency in relation to capability and strategic doctrine* »³⁴. Ces deux dimensions d'un même processus de modernisation et de renforcement de l'APL sont en effet souvent interprétées comme l'indicateur d'une stratégie hégémonique chinoise, que les réalistes comme Mearsheimer considèrent comme une démarche naturelle³⁵.

Les statistiques officielles chinoises font état d'un budget militaire ayant augmenté de 12,9% par an en moyenne depuis 1989, pour atteindre 532,115 milliards de yuans en 2010 (environ 80 milliards de dollars US selon les taux de change actuels mais 400 milliards en parité de pouvoir d'achats³⁶). Si les chiffres sont l'objet de longs débats – le DoD américain (*Department of Defense*) estimait pour sa part le budget 2009 de l'armée chinoise à plus de 150 milliards de dollars US³⁷ – la tendance à la hausse est indiscutable. Et plusieurs programmes d'armements sont emblématiques de cette montée en puissance chinoise. Parmi ceux-ci, quelques-uns ont indûment focalisé l'attention : le porte-avion soviétique *Varyag* acheté d'occasion à l'Ukraine et « secrètement » réarmé à Dalian, l'attendu missile balistique anti-navire DF-21D surnommé « *carrier-killer* » ou encore le chasseur de cinquième génération J-20... Pourtant,

³³ Blainey G., *Tyranny of Distance : How Distance Shaped Australia's History*. Melbourne: Sun Books, 1966.

³⁴ Smith S., « Asia's New Distribution of Power and its Implications », Third Plenary Session, 10th ISS Asia Security Summit The Shangri-La Dialogue, Singapour, 4 juin 2011. <http://www.iiss.org/>

³⁵ Mearsheimer J., « Australians should fear the rise of China », in *The Spectator*, 2 octobre 2010. Disponible sur: <http://mearsheimer.uchicago.edu/>

³⁶ « China's Defense Budget », in *Global Security*, Mars 2011. Disponible sur: <http://www.globalsecurity.org/>

³⁷ « Annual Report to Congress : Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2010 », Office of the Secretary of Defense. Disponible sur: http://www.defense.gov/pubs/pdfs/2010_CMPR_Final.pdf

peu d'informations fiables existent sur ces différents programmes, au demeurant encore fort troubles ou incertains³⁸. De manière générale, la Chine cherche à moderniser ses équipements (deux tiers des avions de chasse de l'armée de l'air sont encore constitués de J-6 et J-7, versions sinisées des MIG-19 et MIG-21 ; la moitié de ses sous-marins – classes Ming, Han, Xia – sont dépassés³⁹ ; seulement 2 280 de ses 7 580 chars peuvent être considérés comme modernes, ...⁴⁰) tout en acquérant quelques « multiplicateurs de force », comme des avions-ravitailleurs ou des Awacs. Une capacité expéditionnaire embryonnaire a également vu le jour : son acquisition depuis 2007 d'un premier LPD (Landing Platform Dock : un navire destiné au transport et au débarquement d'un bataillon sur un théâtre d'opération étranger) de type-071 et de deux nouveaux navires-ravitailleurs de classe Fuchi en attestent. L'acquisition de sous-marins *Kilo*, de destroyers *Sovremenny*, de technologies de ravitaillement en vol, et de capacités de transport stratégiques vont dans le même sens.

Les capacités de l'APL sont donc en nette progression, ce qui cause une réelle inquiétude à propos de l'usage qui en sera fait (offensif ou défensif ?), l'acquisition d'un LPD, par exemple, pouvant difficilement passer pour une nécessité défensive. C'est ce qu'exprime le Quadrennial Defense Review de 2010 de l'armée américaine lorsqu'il évoque : « *As part of its long-term, comprehensive military modernization, China is developing and fielding large numbers of advanced medium-range ballistic and cruise missiles, new attack submarines equipped with advanced weapons, increasingly capable long-range air defense systems, electronic warfare and computer network attack capabilities, advanced fighter aircraft, and counter-space systems. China has shared only limited information about the pace, scope, and ultimate aims of its military modernization programs, raising a number of legitimate questions regarding its longterm intentions* »⁴¹. Ces quatre facteurs (ressources, proximité, capacités et intentions offensives), tels qu'interprétés ici, vont dans le sens d'une Chine pouvant paraître très menaçante à ses voisins. Suivant Walt, ces derniers devraient donc choisir de s'opposer à Pékin, donc s'aligner sur la puissance du

³⁸ De manière symptomatique, le cas du porte-avion Varyag a fait l'objet d'une littérature aux penchants bien souvent alarmistes. Pour une évaluation démystifiée de l'enjeu, voir par exemple : Axe D., « Relax : China's First Aircraft Carrier is a Piece of Junk », in *Danger Room*, 1^{er} juin 2011. <http://www.wired.com/>

³⁹ Cet état de fait est néanmoins en train de changer très rapidement, au vu du développement de pas moins de quatre nouvelles classes de sous-marins entre 1990 et 2010 par la marine chinoise.

⁴⁰ « Chine : Le Géant Militaire du 21e siècle ? », in *Défense & Sécurité Internationale*, Hors-série #15, Décembre 2010-Janvier 2011.

⁴¹ U.S. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review*, 6 février 2006, p. 31.

statu quo, moins menaçante : les Etats-Unis. Ils ne le font pourtant pas totalement non plus ; leurs relations avec Washington sont souvent tendues elles aussi. La théorie réaliste, en négligeant l'interdépendance économique croissante entre Pékin et ses voisins, fait l'impasse sur une dimension fondamentale de leurs relations qui, elle, porte plus à la coopération qu'à la compétition⁴². Nous suivons en cela la thèse de Ravenhill pour qui « *transformations in the character of economic interdependence have had a profound effect on interactions between states in the Asia-Pacific region. These changes significantly increase the cost of conflict* »⁴³.

2.2. Dynamiques de coopération

Empreinte d'un grand pragmatisme, la diplomatie chinoise se montre opposée à l'unipolarité américaine, considérée comme hégémonique. Politique des petits pas – il faut « traverser la rivière en tâtant les pierres » disait Deng Xiaoping – la stratégie chinoise semble à court terme avoir principalement des impacts économiques. Un de ses objectifs, tel que présenté, est toutefois d'accroître la participation chinoise aux dialogues multilatéraux et asseoir un engagement régional fort afin d'apparaître aux yeux des autres pays comme une puissance majeure « responsable ». Cela en vue de construire un « monde harmonieux » où elle retrouverait sa place centrale.

Dans cette perspective, la Chine a d'abord et avant tout besoin d'un environnement régional stable et en paix, seul à même de lui permettre de se concentrer sur son développement économique, sur une politique de *fuguo qianbing*. Le débat sur l'identité régionale ou mondiale de la Chine⁴⁴ oblitère souvent le fait que la première prime sur l'autre. Dès lors, il n'est guère surprenant de constater que la Chine a entamé, dès les années 1990, une politique de bon voisinage (*zhoubian shi shouyao*) visant à construire un voisinage « amical » (*mulin*), « tranquille » (*anlin*) et « prospère » (*fulin*)⁴⁵. Pékin soutient ainsi que le moyen fondamental de faire face aux défis et menaces

⁴² Voir par exemple : Kai H., « Institutional Balancing and International Relations Theory : Economic Interdependence and Balance of Power Strategies in Southeast Asia », in *European Journal of International Relations*, 14(3), 2008, pp. 489-518. Manicom J., O'neil A., op. cit., pp. 26-28.

⁴³ Ravenhill J., « The economics-security nexus in the Asia-Pacific region », in: Tow W. (éd.), *Security Politics in the Asia-Pacific: A Regional-Global Nexus?*. New York: Cambridge University Press, 2009, p.189.

⁴⁴ Pour avoir un panorama des débats sur l'identité – régionale ou mondiale – de la Chine ainsi que sa stratégie globale, voir par exemple : ZHU, L., « China's Foreign Policy Debates », Chaillot Papers, #121, European Union Institute for Security Studies, Septembre 2010.

⁴⁵ Zhang J., cité dans : Wesley M., « Australia-China », op. cit., p. 74.

pesant sur la sécurité régionale, c'est la coopération⁴⁶. Ces initiatives répondent à l'élargissement du spectre des menaces auxquelles la Chine fait face, que ces dernières soient traditionnelles (dissensions et conflits inter-étatiques) ou non (terrorisme, catastrophes naturelles, pandémies, piraterie, etc.). Vu l'importance du développement économique du pays pour le PCC – sa légitimité ne s'asseyant plus désormais que sur sa capacité à assurer le maintien d'une telle croissance et d'en redistribuer les dividendes⁴⁷ –, les différentes menaces pesant non plus seulement sur sa sécurité *stricto sensu*, mais aussi sur son économie, sont autant de périls pour la pérennité du système politique chinois actuel.

Comme le note Shirk, il n'est pas évident de discerner les motivations exactes sous-tendant le choix de Pékin de s'engager dans la voie d'un multilatéralisme actif, au détriment de sa préférence passée pour les arrangements bilatéraux: « *Observers differ, however, as to whether China's multilateral diplomacy is a carefully cultivated effort to advance national interests by "reassuring those who might collaborate against a putative China threat" (Goldstein, 2003, p 73), or a genuine conversion to mutual security values inculcated by the experience of participating in multilateral processes (Johnston, p 132). It is difficult to find empirical evidence to distinguish the two interpretations, and indeed, both may be occurring simultaneously.* »⁴⁸ Ce qui est certain, c'est que la politique du « bon voisinage » reçoit un excellent accueil chez ses voisins dans sa dimension « prospère » (*fulin*), les Etats de la région cherchant tous à bénéficier à leur tour de la croissance chinoise (au travers du commerce ou des investissements). Cette dynamique, économique donc, a débouché sur un grand nombre d'initiatives de coopération voire d'intégration régionale (tels les accords de libre-échange)⁴⁹, dont les implications débordent sur la sphère politico-stratégique. Les intérêts stratégiques que tire la Chine de sa participation active et de son rôle moteur au sein de ces initiatives économiques sont considérés par de nombreux auteurs comme suffisamment patents et importants pour affirmer qu'ils priment sur la logique économique

⁴⁶ Wen J., « Strengthening Cooperation for Mutual Benefit and a Win-Win Result », Discours lors du huitième Sommet ASEAN+9 à Vientiane, 29 novembre 2004.

⁴⁷ Voir par exemple : Guo B., « Political Legitimacy and China's Transition », in *Journal of Chinese Political Sciences*, 8(1-2), Automne 2003 ; Holbig H., « Ideological Reform and Political Legitimacy in China : Challenges in the Post-Jiang Era », German Institute of Global and Area Studies, Working Paper #18, 2006.

⁴⁸ Shirk S., « China's Multilateral Diplomacy in the Asia-Pacific », in *U.S.-China Economic and Security Review Commission*, 12-13 Février 2004. <http://www.uscc.gov/>

⁴⁹ Ross R., « Balance of Power Politics and the Rise of China: Accommodation and Balancing in East Asia », in *Security Studies*, 15(3), Automne 2006, pp. 355-395.

au sens strict⁵⁰. Cet intérêt peut prendre la forme (1) d'une influence politique accrue sur ses voisins (via les investissements de sa Diaspora, ou de ses sociétés d'Etat par exemple), (2) de « wedge strategies » (c'est-à-dire dissuader, contrecarrer ou fracturer toute formation d'alliance d'opposition⁵¹), (3) d'une manœuvre de « *soft balancing* » par rapport aux Etats-Unis⁵², ou (4) d'une opportunité de dépasser certaines contraintes physiques⁵³. Cela dit, le poids économique croissant de la Chine dans les économies des Etats de la région, générateur de processus de coopération comme nous l'avons vu, leur fait également craindre pour leur souveraineté politique. Cette inquiétude pourrait dégénérer en conflit, étant donné notamment la récupération de cette prépondérance économique chinoise dans les débats politiques internes à ces Etats. La nuance est importante : la dimension *fulin* de la doctrine de bon voisinage, même si généralement bien accueillie, peut également porter à la compétition.

En Asie-Pacifique, la Chine cherche également à se positionner comme un vecteur de stabilité et une puissance prompte à coopérer avec ses voisins, au travers de ce qu'elle a appelé le « *New Security Concept* » (NSC), une doctrine visant à dépasser les alliances de la Guerre froide pour établir un « *fair and reasonable new international order* » au travers du dialogue, de la consultation et de la négociation⁵⁴. C'est ce qui permettra de développer, d'une certaine façon, l'ensemble des aspects « amical » (*mulin*), « tranquille » (*anlin*) et « prospère » (*fulin*) de sa politique de bon voisinage. De manière plus générale, la mise en place, après la guerre froide, de son « *Independent Foreign Policy of Peace* » a conduit la Chine à devenir un acteur diplomatique majeur dans les forums

⁵⁰ Voir par exemple : Dosch J., « Managing Security in China-ASEAN Relations: Liberal Peace or Hegemonic Stability? », in *Asian Perspective*, 31(1), 2007, pp. 209-236; Sheng L., « China-ASEAN Free Trade Area: Origins, Developments and Strategic Motivations », ISEAS Working Paper: International Politics & Security Issues, 1, 2003; Wang V., « China-ASEAN Free Trade Area: A Chinese 'Monroe Doctrine' or 'Peaceful Rise'? », in *China Brief*, 9(17), Août 2009, pp. 9-12. Chiou Y.-H., « The Sophisticated Calculation :The Substitutability and Game Theoretic Analysis of China's Southeast Asia Policy in the Post-Cold War Era », 2008 Annual Meeting of the International Science Association (ISA), 26-30 mars 2008, San Francisco, Californie, p. 12.

⁵¹ Crawford T., « Preventing Enemy Coalitions : How Wedge Strategies Shape Power Politics », in *International Security*, 35 (4), Printemps 2011, pp. 155-189.

⁵² Ross R. & Zhu F. (éd.), *China's Ascent : Power, Security and the Future of International Politics*. Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, p. 52.

⁵³ Par exemple, la mise en valeur du port de Gwadar au Pakistan et sa connexion au territoire chinois peuvent potentiellement donner lieu à la création d'une route alternative pour certaines importations ou exportations chinoises, ce qui pourrait permettre à la Chine de dépasser son « dilemme de Malacca », c'est-à-dire diminuer sa dépendance vis-à-vis dudit détroit dans ses activités économiques internationales

⁵⁴ Tow W., Rigby, R., « China's Pragmatic Security Policy : The Middle-Power Factor », *The China Journal*, 65, Janvier 2011, p.164.

multilatéraux mondiaux et régionaux⁵⁵. L'ambition d'une telle politique est de s'intégrer au sein du système international afin de participer à l'élaboration et à la construction des règles et normes qui le gouvernent. En attestent son implication croissante, au niveau mondial, au sein des Nations Unies ou de l'Organisation Mondiale du Commerce et, au niveau régional qui nous occupe, au sein de l'ASEAN+3 (ASEAN+ Chine, Japon, République de Corée), de l'ASEAN Regional Forum (ARF), de l'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC), de l'East Asia Summit (EAS) ou encore de l'ASEM (Asia Europe Meeting). Cela dit, le NSC est également un vecteur d'inquiétudes pour certains pays. Il stipule en effet que le « système de San Francisco » – c'est-à-dire le réseau d'alliances nouées entre les Etats-Unis et plusieurs Etats d'Asie-Pacifique à la suite du Traité de San Francisco de 1951 – était suranné et constituait dorénavant une atteinte à la stabilité régionale⁵⁶. Pour l'Australie, dont la sécurité dépend dans une large part de son alliance avec Washington (ANZUS), cette optique n'est donc pas rassurante. Les aspects *mulin* et *anlin* de la doctrine de bon voisinage chinoise ne ainsi pas moins susceptibles de causer une certaine dynamique compétitive que son côté *fulin*.

Pour dépasser ces obstacles, la Chine a donc mis en place ce qu'elle considère comme une réponse adaptée, qui consiste à fonder une large partie de sa politique étrangère sur le renforcement de son « soft power ». Désormais classique, la définition du « soft power », tel que vu par Nye, correspond bien aux ambitions chinoises. « *Soft power is the ability to get what you want through attraction rather than coercion or payments. When you can get others to want what you want, you do not have to spend as much on sticks and carrots to move them in your direction.*⁵⁷ ». Trois ressources forment la base du soft power: « [a country's] *culture (in places where it is attractive to others), its political values (when it lives up to them at home and abroad), and its foreign policies (when they are seen as legitimate and having moral authority)* »⁵⁸. Du point de vue chinois, le *soft power* est à la fois une ressource (une ressource culturelle, partie du « *Comprehensive National Power* » (CNP ou *zonghe*

⁵⁵ Biscop S., Odgaard L., « The EU and China : Partners in Effective Multilateralism? », Paper presented at the conference on the International Politics of EU-China Relations sponsored by the Chinese Academy of Social Sciences and the British Academy, 20-21 April 2006, p. 6. <http://www.egmontinstitute.be/pub-other.html#paper>

⁵⁶ Tow W., Rigby R., *China's Pragmatic Security Policy : The Middle-Power Factor*, op. cit., pp. 164-165.

⁵⁷ Nye J., « Soft Power and American Foreign Policy », in *Political Science Quarterly*, été 2004, p. 256.

⁵⁸ Nye J., *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*. New York: Oxford University Press, 2002, pp. 8-12.

guoli), à développer dans une optique d'*internal balancing*⁵⁹), une stratégie (utiliser la puissance de manière douce pour atteindre des avantages économiques et politiques à l'étranger) et un but (la renaissance de la culture chinoise)⁶⁰. Le *soft power* chinois vise avant tout à l'instauration d'un « monde harmonieux », via : (1) une emphase sur le multilatéralisme, (2) la promotion d'un mode de gestion de conflit pacifique (négociations et consultations), (3) une poursuite commune de la prospérité au travers de partenariats *win-win* et (4) la défense de l'inclusivité, c'est-à-dire la coexistence pacifique de toutes les civilisations⁶¹. Dans le cadre régional qui nous occupe, il prolonge la politique de bon voisinage de Pékin, dans la tradition chinoise de « *valuing peace and good neighbouriness*⁶²».

Reste que « *la Chine est jugée sur ses actions plutôt que ses belles paroles*⁶³ ». L'ancien secrétaire d'Etat américain, Robert Zoellick, craignait : « *that the Chinese dragon will prove to be a fire-breather ; nothing that there is a cauldron of anxiety about China. Many countries hope China will pursue a 'Peaceful Rise', but none will bet their future on it*⁶⁴ ». Autrement dit, la démarche multilatérale chinoise ne convainc pas tout le monde. Pour Medeiros, l'approche chinoise consiste à : « *Pursue policies that stress engagement and integration mechanisms and emphasize realist-style balancing in the form of external security cooperation with Asian states and national military modernization programs*⁶⁵ ». L'objectif de Pékin, dans une telle perspective, serait donc de créer une relation coopérative, constructive et candide en dissimulant ses réelles intentions stratégiques, dans une optique très proche du slogan de Deng : « *Tao guang yang hui* » (qui exprime l'idée d'accomplir des choses – la défense des intérêts chinois – dans l'obscurité, c'est-à-dire en gardant un profil bas).

Ce qui est certain, c'est que la Chine utilise bel et bien l'entièreté des moyens à sa disposition pour poursuivre son intérêt national, dans une logique très

⁵⁹ Sheng D., « Analyzing Rising Power from the Perspective of Soft Power: a new look at China's rise to the status quo power », in *Journal of Contemporary China*, 19(64), Mars 2010, pp. 255-272.

⁶⁰ Zhang W., « China's cultural future: from soft power to comprehensive national power », in *International Journal of Cultural Policy*, 16(4), 2010, pp. 383-402.

⁶¹ Sheng D., « To Build A "Harmonious World": China's Soft Power Wielding in the Global South », in *Journal of Chinese Political Science*, 13(2), 2008, pp. 193-213.

⁶² Li Z., « The U.S. Should Not Feel Threatened by China's Emerging Role in International Political and Military Arena », Novembre 2000, <http://www.china-embassy.org/>.

⁶³ Speech by Minister George Yeo from Singaporean Minister of Foreign Affairs, at the Annual Conference of the Council of Americas in Washington DC, 3 May 2005.

⁶⁴ U.S. Department of State, « Whither China : From Membership to Responsibility ? », Robert B. Zoellick, Deputy Secretary of State, Remarks to National Committee on U.S.-China Relations, New York City, 21st September 2005.

⁶⁵ Medeiros E., « Is Beijing Ready for Global Leadership ? », op. cit., p.1.

proche d'un « *smart power* », c'est-à-dire : « [using] *the full range of tools at our disposal — diplomatic, economic, military, political, legal, and cultural — picking the right tool, or combination of tools, for each situation* »⁶⁶. La stratégie chinoise s'axe donc sur un « *smart power à la chinoise* », c'est-à-dire sur le développement de son CNP, vu comme un moyen de se concentrer sur sa croissance économique, cette dernière devant « *eventually 'spill over' to generate more efficient military modernization and enhance China's diplomatic and strategic influence* »⁶⁷. C'est ce qui mena Struye à observer que les stratégies de « *soft balancing* » chinoises, composante de son « *smart power* », se rapportent au final à « *ce que R. Aron appelait le 'jeu diplomatico-stratégique', qui prend dans les faits plusieurs formes, selon la configuration du rapport de forces* »⁶⁸.

Au final, qu'il s'agisse, reprenant l'analyse de Shirk, d'une manière dissimulée de promouvoir son intérêt national dans une perspective réaliste ou d'un processus de socialisation au sein d'un système international de plus en plus interconnecté, ou de la conjonction des deux, le « développement multilatéral » de la politique étrangère chinoise débouche bel et bien sur des processus globaux favorisant, en Asie-Pacifique, la coopération plus que la compétition⁶⁹. En tout cas, en apparence.

Cette dynamique pourrait cependant s'inverser, selon que la Chine s'obstine ou non dans la logique de confrontation et de promotion agressive de ses intérêts nationaux observée par Shambaugh⁷⁰ et illustrée par les récents incidents en mer de Chine méridionale⁷¹.

⁶⁶ Clinton H., Statement before the Senate Foreign Relations Committee, Washington D.C., 13 janvier 2009. Disponible sur : <http://www.state.gov/>

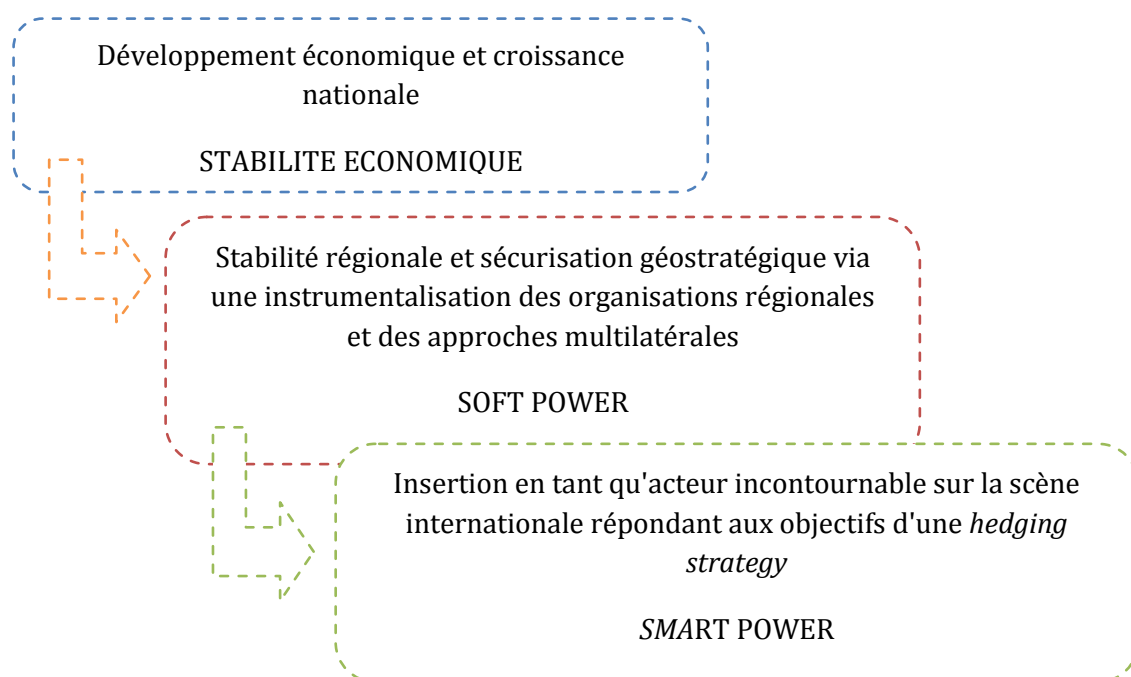
⁶⁷ Tow W., Rigby R., op. cit., p.162.

⁶⁸ Struye de Swielande T., « La Chine et le 'Softpower' : une manière de défendre l'intérêt national de manière 'douce' ? », Note d'Analyse Chaire Inbev Baillet-Latour/ Université catholique de Louvain, n°2, Mars 2009, p. 15.

⁶⁹ Rolfe J., « Welcome in Asia : China's Multilateral Presence », in: Limaye S. (éd.), *Asia's China Debate*. Honolulu: Asia-Pacific Center for Security Studies, Décembre 2003, pp. 7-8.

⁷⁰ Shambaugh D., « Coping with a Conflicted China », op. cit.

⁷¹ Struye de Swielande T., « China and the South China Sea », in *Studia Diplomatica*, 3, Automne 2011.

Figure 1 : Modèle d'intégration chinois

Source : MARQUE, B., publication à venir.

3. Chine-Australie : une interdépendance économique voulue

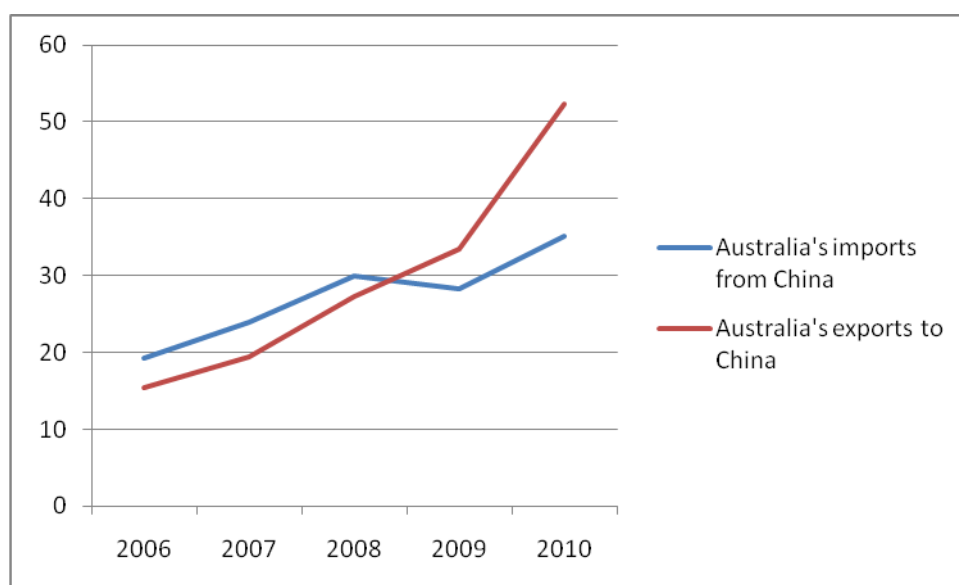
Les points précédents se sont attachés à examiner la montée en puissance de la Chine et les éléments de sa politique de développement national qui pourraient potentiellement déboucher soit des dynamiques de coopération soit de compétition au sein de son environnement. Nous tentons ici d'évaluer le positionnement de l'Australie par rapport à ce déploiement chinois, d'un point de vue économique et centré sur la relation bilatérale Canberra-Pékin, le point suivant élargissant l'analyse à la sphère politico-militaire, considérée dans un cadre régional.

Pour Mearsheimer, l'Australie doit craindre la montée en puissance chinoise⁷². D'un autre point de vue cependant, la confrontation Chine-Australie risque de moins en moins de dégénérer en conflit, l'argument voulant que des Etats

⁷² Mearsheimer J., « Australians should fear the rise of China », op. cit.

commerçant entre eux sont moins susceptibles de se faire la guerre (*pax economica*). Et les relations commerciales bilatérales ont crû de manière considérable : 83,3% pour les importations entre 2006 et 2010, 239,6% pour les exportations (cfr. Tableau 1). Selon les statistiques chinoises, le volume des échanges bilatéraux représente en 2010 dix fois ce qu'il était en 2001⁷³.

Figure 2 : Commerce Sino-Australien (en milliards de \$US)

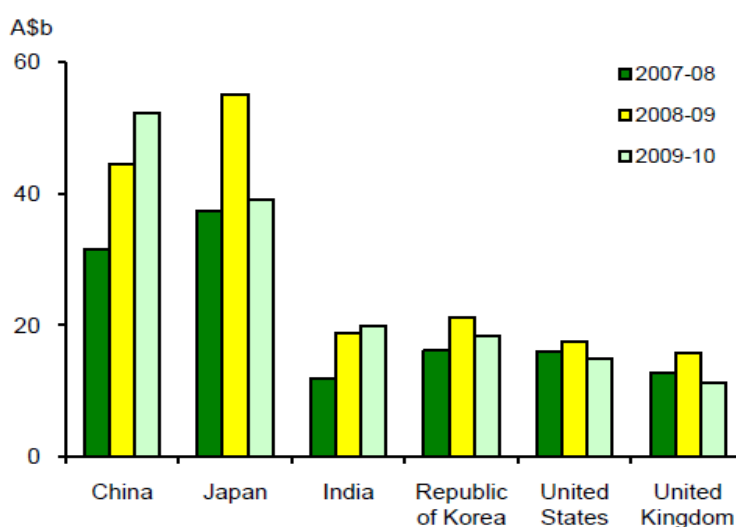


Sources : UN Comtrade.

En 2009-10, la Chine – premier partenaire économique de l'Australie depuis 2007⁷⁴ – représente 17,6% du commerce total australien (90,3 milliards de dollars australiens) devant le Japon (11,5% à 58,9 milliards) et les Etats-Unis (9,6% à 48,9 milliards).

⁷³ Scissors D., Lohman W., « Australia–China Economic Relations: A Lesson for the U.S., Not a Threat », WebMemo, #3186, The Heritage Foundation, 9 mars 2011.

⁷⁴ Déclaration de Simon Crean, Australian Trade Minister, <http://www.trademinister.gov.au/>

Figure 3 : Principaux marchés d'exportations de l'Australie

Source: Composition of Trade Australia : 2009-2010, p. 5.

La composition de ces échanges reflète, d'après le « *Composition of Trade Australia 2009-10* » – publication du gouvernement australien⁷⁵ –, une réelle complémentarité. Premièrement, l'Australie bénéficie largement de la demande croissante chinoise en matières premières : la Chine constitue d'abord un formidable marché d'exportation pour ses minerais de fer (32 milliards de dollars US en 2010), de cuivre (1,25 milliards de dollars US) ou de nickel (315 millions de dollars US), son charbon (5,5 milliards de dollars US), ou encore son gaz naturel liquéfié (GNL : 3 à 4 tonnes par an depuis 2006). Ensuite, la pression qu'exerce la demande chinoise sur les prix des matières premières augmente indirectement la valeur des exportations australiennes (une hausse annuelle moyenne de 9,9% par rapport à 2004-05). La balance des paiements vis-à-vis de la Chine est passée d'un déficit de 5 milliards de dollars australiens en 2005-06 à un surplus de 10,1 milliards de dollars australiens en 2009-10. En

⁷⁵ DFAT Publication, « Composition of Trade Australia : 2009-2010 ». Disponible sur: http://australianpolitics.com/downloads/2010/10-12-22_composition-of-trade-australia-2009-10_dfat.pdf

matière de commerce des services (principalement liés à l'éducation), la croissance des exportations australiennes vers la Chine frôle les 14 % par an, se chiffrant en 2010 à 6,1 milliards en dollars US. Concrètement, ainsi que le rapporte Wesley, les réductions d'impôts accordées en 2006 aux Australiens ont été financées par les recettes fiscales engrangées grâce à l'explosion des exportations de matières premières à la Chine⁷⁶. Les importations australiennes sont, quant à elles, majoritairement composées de produits manufacturés (vêtements : 4,4 milliards de dollars US, ordinateurs : 4,1 milliards de dollars US, matériel et équipements de télécom : 4 milliards de dollars US).

Depuis les années 1990, l'Australie connaît une croissance économique constante grâce notamment à sa politique d'intégration face aux marchés mondiaux. Aujourd'hui, le défi consiste à maintenir ce cap de croissance. Comme l'explique Singh, « *since its alliance with the West did not shield the country from increasing economic marginalisation, Australia [...] embarked on a programme of drastically restructuring its domestic economy and at the same time ushered in trade liberalization with the countries of the Asia-Pacific* »⁷⁷. La récente réforme de la politique commerciale du pays, très libérale, conforte son diagnostic et indique que ce processus est toujours en cours⁷⁸. Les négociations en cours portant sur l'établissement d'une zone de libre-échange entre la Chine et l'Australie en sont une seconde illustration.

Pour alimenter sa croissance économique, l'Australie poursuit le double objectif désormais classique (1) d'augmenter ses exportations et (2) d'attirer plus d'investissements étrangers. Nous venons de voir que les exportations vers la Chine augmentent de manière significative, contrairement aux dynamiques d'échanges entre l'Australie et ses partenaires traditionnels ; qu'en est-il pour les investissements ?

En 2010, la Chine a investi 11,876 milliards de dollars australiens en Australie (6,699 milliards étant considérés des investissements directs étrangers [IDE]) tandis que l'Australie a investi la même année 19,525 milliards de dollars australiens en Chine (12,816 étant considérés des IDE)⁷⁹. De manière plus concrète, les deux puissances sont engagées dans un grand nombre d'accords

⁷⁶ Wesley M., op. cit., p.69.

⁷⁷ Singh P., op. cit., p. 3.

⁷⁸ « Gillard Government reforms Australia's trade policy », DFAT, Media Release, 12 avril 2011. <http://www.trademinister.gov.au/>

⁷⁹ DFAT Publication, « China », Fact Sheet, 2010. <http://www.dfat.gov.au/geo/fs/chin.pdf>

commerciaux – dont plusieurs gigantesques joint-ventures⁸⁰ – et financiers. Le secteur extractif (énergie et matières premières) est celui qui concentre toutes les attentions (voir Tableau 2), surtout après le lancement par Pékin de sa politique des « 3 trente pourcents » pour son approvisionnement en minéraux importés (30% venant de mines où des capitaux chinois sont représentés ; 30% venant de contrats d'approvisionnement sur le long-terme ; 30% venant du marché des produits de base). A la suite de la crise financière, de nombreuses entreprises australiennes actives dans le secteur ont été confrontées à d'énormes difficultés, principalement liées à leurs dettes : ce contexte – considéré par Pékin comme une opportunité de développer les « premiers 30% » – a favorisé les investissements chinois dans le pays⁸¹.

Tableau1: Principales prises de participation chinoises dans des industries extractives australiennes (dépassant A\$ 100 millions)

Year	Chinese firm	Australian firm	Activité	Prix (A\$)	participation	Commentaire
2011	Minmetals	Equinox	Cuivre	6,3 milliards		Proposition
2009	Wuhan Iron & Steel	Centrex Metals	Fer	271 millions		
2009	Yanzhou Coal	Felix Resources	Charbon	2,9 milliards		
2009	Baosteel	Aquila Resources	Fer	240 millions	15%	
2009	China Guangdong Nuclear Power Holding	Energy Metals	Uranium	83,6 millions	60,6%	
2009	Chinalco	Rio Tinto	divers	19,5 milliards	18,5%	abandonné
2009	Hunan Valin Iron and Steel	Fortescue Metals Group	Fer	1,2 milliards	16,5%	
2009	China Nonferrous Metal Mining Group (CNMC)	Lynas Corp	Métaux rares	252 millions	51,6%	bloqué
2009	Minmetals	Oz Minerals	Fer	1,2 milliards		Accord revisité
2008	Shenhua Energy Co	-	Charbon	300 millions	-	License de prospection
2008	Sinosteel	Midwest Corp	Fer	1,47 milliards	98,5%	
2008	Sinosteel	Murchison Metals	Fer		49,9%	Objectif de 100% refusé
2008	Sinopec	AED Oil	Pétrole	600 millions	60%	
2008	Chinalco	Rio Tinto	divers		9,3%	

Sources diverses

⁸⁰ Pour exemple, la société chinoise CITIC Pacific a récemment conclu un accord d'extraction de magnétite avec une filiale australienne (le *Sino Iron Project*) évalué à 5,2 milliards de dollars australiens.

⁸¹ Discours de John Dawkins, ancien Ministre des Finances australien, auprès de la Chambre de Commerce Chine-Australie à Pékin, 19 février 2009. Disponible sur : <http://www.chinaconnections.com.au/>

Pourtant, à la lecture du panorama non exhaustif que dresse le Tableau 2, il apparaît que certaines offres ont rencontré des obstacles inattendus. *Chinalco* n'a pas pu augmenter ses parts dans le géant *Rio Tinto* de 9,3% à 18,5% comme elle l'espérait : cet investissement était évalué à 19,5 milliards de dollars. *Sinosteel* s'est vu interdire la prise de contrôle total de *Murchison Metals*, et n'a pu acquérir que 49,9% des parts. Plus symbolique encore, le gouvernement Rudd avait rejeté la première offre d'achat de *Ox Minerals* par *China Minmetals*, une des mines concernées (*Prominent Hill*) se trouvant à proximité d'un site militaire sensible⁸². L'offre de rachat de *Lynas* par *CNMC* a été également bloquée, l'Australie y voyant une menace pour l'approvisionnement des clients non-chinois⁸³. Des tensions ont également vu le jour avec l'emprisonnement par la Chine de quatre employés de *Rio Tinto*, dont l'Australien Stern Hu pour corruption et espionnage industriel. A cela s'est ajouté l'« épisode Wikileaks » : selon certaines notes diplomatiques américaines diffusées, la réforme de la législation australienne relative aux investissements étrangers de 2009 était destinée à décourager les investissements chinois⁸⁴ et Kevin Rudd, lorsqu'il était Premier Ministre, aurait dit à Hilary Clinton que le monde devait se préparer à « déployer la force » au cas où la Chine ne s'intégrerait pas dans le système international⁸⁵. Toutes ces difficultés sont révélatrices d'un malaise résumé par Dupont comme suit: « *The momentum has shifted [in Australia] from being broadly receptive to these deals to having a hard think... This is not just about China and Australia. It's about how the world sees China playing its role in the future as a great power* »⁸⁶.

Il ressort donc que les relations économiques bilatérales ont une ample composante politique et stratégique. L'Australie voit dans le développement d'une interdépendance économique avec la Chine une nécessité pour sa propre économie, mais aussi pour sa sécurité. En effet, dans son livre blanc de 2003, Canberra estime que « *the successful tender to supply liquefied natural gas to China's first LNG project is a significant step towards establishing a long-term strategic partnership with China in the energy sector* »⁸⁷ : au vu des suspicions de pressions politiques

⁸² Une deuxième offre révisée, excluant la mine en question, fut néanmoins acceptée.

⁸³ Keenan R., « Australia Blocked Rare Earth Deal on Supply Concerns », in *Bloomberg*, 15 février 2011. <http://www.bloomberg.com/>

⁸⁴ « Australia wanted to curb China resource investment-Wikileaks », in *Reuters*, 3 mars 2011. <http://www.reuters.com/>

⁸⁵ « Kevin Rudd defends 'robust' China relationship, urges US to 'tighten up' after leaks », in *The Australian*, 6 décembre 2010. <http://www.theaustralian.com.au/>

⁸⁶ Tow W., Rigby R., op.cit., p.168.

⁸⁷ DFAT Publication, « Advancing the National Interest: Australia's Foreign and Trade Policy White Paper », 2003.

http://www.australianpolitics.com/foreign/elements/2003_whitepaper.pdf

exercées afin d'emporter le contrat de vente de GNL⁸⁸, il apparaît que Canberra cherche à se forger un statut d'indispensable fournisseur de matières premières auprès de Pékin. La signature d'accords entre Canberra et Pékin pour l'exportation d'uranium australien vers la Chine – un sujet pourtant extrêmement sensible au vu des incertitudes pesant sur l'utilisation finale des minéraux exportés (utilisation militaire ? Réexportation à l'Iran ou la Corée du Nord ?) – permet de pousser le raisonnement jusqu'à dire que Canberra cherche à instrumentaliser ses exportations à des fins politico-stratégiques. Un statut de partenaire « stratégique », c'est-à-dire indispensable, de la Chine dans les domaines de l'énergie et des ressources naturelles pourrait garantir à l'Australie une influence relative sur Pékin, qu'elle n'obtiendrait pas via ses capacités militaires propres⁸⁹. Les difficultés rencontrées par les firmes chinoises voulant investir dans le secteur extractif australien sont révélatrices d'une crainte de voir ce levier d'influence échapper au contrôle du gouvernement, voire que la dynamique s'inverse, c'est-à-dire que la Chine puisse utiliser son influence économique aux dépens des intérêts australiens (ce qu'un auteur a résumé par : « *The Deal is simple. Australia gets money, China gets Australia* »⁹⁰). Au final, la politique étrangère australienne s'est donc « spécialisée » dans la vente de matières premières à la Chine, ce qui correspond à ce que l'ancien ministre des affaires étrangères Evans appelait « *niche diplomacy* » – c'est-à-dire, selon l'analyse de Henrikson, « *concentrating resources in specific areas best able to generate returns worth having, rather than trying to cover the field* »⁹¹.

Cette interdépendance économique a également un impact stratégique plus large. Comme l'explique Wesley, l'un des principaux objectifs de la politique étrangère australienne est de « découpler » la relation Canberra-Pékin de la relation Pékin-Washington : pour ce faire, elle cherche à mettre en valeur les « intérêts partagés » – économiques donc, mais pas seulement – de l'Australie et de la Chine (dans le cadre d'un partenariat stratégique) tout en reconnaissant

⁸⁸ Le consortium australien en charge de la vente de GNL a en effet, selon certaines sources, fait l'objet de pressions de la part de Canberra pour baisser ses prix et emporter la décision chinoise aux dépens de ses concurrents anglais et américains. Voir : Singh P., op. cit., p. 8.

⁸⁹ La méthode semble porter ses fruits : le vice-Premier Ministre chinois Li Keqiang a récemment déclaré : « [Australia and China] *should seek a long-term stable and strategic cooperation in energy and resources, rather than maintain a simple buyer-seller relationship* ». Voir : Kent J.L., « China, Australia seek broader economic ties », in *CNN World*, 27 avril 2011. <http://articles.cnn.com/>

⁹⁰ Knox, M., « The Deal Is Simple. Australia Gets Money, China Gets Australia », in *Bloomberg*, 2 septembre 2010. <http://www.businessweek.com/>

⁹¹ Tous deux cités dans : Marque B., « Nouveau paradigme stratégique des puissances moyennes », op. cit., p. 17.

les différences culturelles des partenaires (ce qui réclame un « respect mutuel », c'est-à-dire un engagement à ne pas critiquer la culture et les engagements de l'autre). Ces piliers sont au centre de la politique étrangère australienne par rapport à la Chine depuis 1997. Comme le disait l'ancien Premier Ministre Howard, « *we seek to build on shared goals and not become obsessed with those things that make us different* »⁹². Dans une telle perspective, « *elevating shared interests to the foreground of bilateral relations means that Australia's and China's alliance and alignment commitments should be able to be quarantined from the substance of bilateral relations* »⁹³.

Enfin, comme le note le livre blanc australien de 2009, « *growing economic interdependence will not preclude inter-state conflicts or tensions short of war, especially over resources or political differences* »⁹⁴. Les échanges économiques bilatéraux ne peuvent donc être considérés en faisant abstraction des autres orientations majeures de la politique étrangère australienne, à savoir un développement unilatéral de ses capacités militaires et sa doctrine militaires et un développement multilatéral de sa diplomatie.

4. L'Australie à la recherche d'un difficile équilibre régional

Le développement économique et militaire de la Chine, comme nous l'avons évoqué plus haut, est déterminant dans le comportement des États de la région. Que ces États choisissent la coopération ou la confrontation avec la Chine, l'enjeu est également crucial pour Canberra, l'émergence d'un nouvel hégémon ou une explosion des tensions étant deux issues préjudiciables à ses intérêts. Pour rester maître de son destin, il est impératif pour la puissance moyenne australienne de participer activement à l'inéluctable refonte du système régional, en poursuivant le double objectif de stabilité et d'équilibre⁹⁵.

Dans cette optique, la première démarche australienne a été de développer ses liens économiques avec ses voisins asiatiques, au premier rang desquels la Chine, comme nous l'avons vu au point précédent. Nous verrons ci-après que l'Australie s'est également engagée dans un processus de modernisation de ses forces armées, à même de la positionner comme une puissance militaire régionale, capable de projection sur des théâtres d'opération relativement

⁹² Cité dans Medeiros S et. al., *Pacific Currents, The Responses of US Allies and Security Partners in East Asia to China's Rise*. Santa Monica: Rand Corporation, 2008, p.212.

⁹³ Wesley, M., op. cit., pp.72-73.

⁹⁴ *Defending Australia in the Asia-Pacific Century : Force 2030*, op. cit., p. 22.

⁹⁵ En cela, elle reproduit le comportement des États d'Asie du Sud-est par rapport à la Chine, tels qu'identifiés par Goh in : GohE., *Great Powers and Southeast Asian Regional Security Strategies : Omni-enmeshment, balancing and hierarchical order*. Singapour : Institute for Defence and Strategic Studies, 2005.

éloignés. Troisièmement, comme l'expliquent Tow et Rigby, l'Australie a développé une posture diplomatique typique des moyennes puissances : elle cherche à éviter d'être prise au milieu d'un hypothétique conflit entre grandes puissances en (1) promouvant les mécanismes de sécurité collective et (2) en cherchant à devenir un médiateur reconnu entre ces grandes puissances⁹⁶. Cette « *creative, middle-power diplomacy* », mettant l'emphase sur le multilatéralisme et la conciliation entre puissances, s'est imposée comme l'unique moyen pour Canberra de poursuivre ses intérêts nationaux, régionaux et mondiaux, sans avoir à choisir une alliance au détriment d'une autre, autrement dit sans avoir à choisir entre son histoire et sa géographie, entre les États-Unis et la Chine.

4.1. Modernisation militaire

Dans le livre blanc de la Défense australienne de 2009, si les nouvelles menaces auxquelles est confronté le pays sont évoquées (comme le terrorisme, les catastrophes naturelles ou encore le crime organisé), c'est bien la confrontation de grandes puissances dans son voisinage qui reste le principal défi sécuritaire de l'Australie⁹⁷. Première conséquence de cette perception, le statut privilégié qu'occupe l'alliance avec les États-Unis dans le système de défense national y est réaffirmé. Deuxième conséquence, il y est également fait mention, de manière très prudente, des inquiétudes que pourrait causer la modernisation militaire chinoise (« [...] *the pace, scope and structure of China's military modernisation have the potential to give its neighbours cause for concern [...]* »⁹⁸). Ce qui se rapproche beaucoup de l'interprétation qu'en ont les États-Unis : « *lack of transparency and the nature of China's military development and decision-making processes raise legitimate questions about its future conduct and intentions within Asia and beyond* »⁹⁹. A ces deux éléments (premièrement l'élargissement du spectre des menaces non-étatiques, et deuxièmement le risque de conflit inter-puissances accru par la montée en puissance relative de plusieurs pays, comparativement aux États-Unis) s'ajoute l'importance que met Canberra sur le principe de « *self-reliance* » dans ses affaires de défense pour justifier *in fine* la mise en œuvre d'ambitieux programmes de modernisation militaire. Considérant seulement les développements de sa marine, le tableau est frappant.

⁹⁶ Tow W., Rigby W., op. cit., p.167. Pour une évaluation plus complète des comportements typiques qu'adoptent les puissances moyennes, voir: Marque B., « Nouveau paradigme stratégique des puissances moyennes », Note d'Analyse de la Chaire InBev-Baillet Latour, 16 mars 2011. <http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA16-INBEV-ALL.pdf>

⁹⁷ *Defending Australia in the Asia-Pacific Century: Force 2030*, op. cit., pp. 41-42.

⁹⁸ Ibid. p. 34.

⁹⁹ U.S. Department of Defense, *Quadrennial Defense Review*, op. cit., p. 60.

Actuellement, la marine australienne compte quatre frégates de type Perry – les Adelaïde –, modernisées dans le milieu des années 2000, pour assurer sa couverture anti-aérienne. Ces navires commenceront à être remplacés dès 2013 par trois destroyers Aegis de classe Hobart dérivés des F-100 espagnoles, pour un coût avoisinant 6,6 milliards de dollars australiens¹⁰⁰. Ces derniers devraient emporter des missiles antiaériens SM-2, SM-6, des missiles de croisière de frappe terrestre, des missiles antinavires *Harpoon* et un hélicoptère. Huit frégates de classe Anzac, construites sur base de la MEKO 200 allemande, entrées en service entre 1996 et 2006, servent aux patrouilles dans la ZEE australienne. Leur modernisation décidée en 2010 permettra de renforcer leur dotation en missiles (*Harpoon* et ESSM) et de moderniser leurs capteurs. Leur remplacement est prévu pour le milieu des années 2020, par des bâtiments susceptibles d'emporter le missile anti-missile SM-3. Quatorze patrouilleurs de classe Armidale, six chasseurs de mines Huon et 15 navires hydrographiques seront remplacés à terme par une nouvelle classe de vingt navires, déplaçant environ 2000 tonnes. Au niveau amphibie, la construction de deux LHD (Landing Helicopter Docks) de classe Canberra, fort similaires au *Juan Carlos* espagnol, a été lancée pour remplacer les deux transports amphibies de classe Kanimbla (type Newport modifiés, transférés par les Etats-Unis en 1994). Ils pourraient embarquer à terme des F-35B, mais cette option reste très incertaine. Un LSD (Landing Ship Dock), le pourtant récent *Largs Bay*, vient d'être acheté d'occasion au Royaume-Uni pour 102 millions de dollars australiens¹⁰¹. Il palliera le désarmement du LST (bâtiments de débarquement de chars) de classe Tobrouk, en service depuis 1981. Six LCU (Landing Craft Utility) et deux ravitailleurs (dont un pétrolier, le Sirius, entré en service en 2006) complètent le dispositif. Cette montée en puissance qualitative de la flotte de surface s'accompagne d'un projet extrêmement ambitieux de construction de douze sous-marins d'une nouvelle classe, supérieure aux Collins actuels au niveau de leur autonomie, de leur endurance, de leur emport en armements multiples (anti-aériens, anti-sous-marins, frappe stratégique, etc.) et de leurs autres capacités (détection et pose de mines, recueil d'informations, infiltration et exfiltration de troupes spéciales, etc.)¹⁰².

¹⁰⁰ La prudence reste néanmoins de mise. Voir : « Focus sur les marines australienne et néo-zélandaise », in *Mer et Marine*, 3 novembre 2008. <http://www.meretmarine.com/>

¹⁰¹ « Australia acquires ex-UK Bay Class LSD », in *Australian Aviation*, 6 avril 2011. <http://australianaviation.com.au/>

¹⁰² Pour un tableau complet, voir : Henrotin J., « Marine australienne : Quels développements à l'horizon 2020 ? », in *Défense et Sécurité Internationale*, 69, Avril 2011, pp. 70-75.; Royal Australian Navy Publication, « Australia's Navy Today », 2006. <http://www.navy.gov.au/>

Le remplacement à terme des F/A-18F de la force aérienne par une centaine d'avions de combat de cinquième génération F-35, l'acquisition d'avions de transport stratégique C-17 Globemaster III, d'avions de ravitaillement en vol (ainsi qu'environ 1100 véhicules protégés et 7000 véhicules de soutien pour l'armée de terre)¹⁰³ indiquent que la dynamique est similaire, bien que moins spectaculaire, au sein de chaque département des forces armées australiennes.

Il en ressort que les forces armées australiennes sont dans une période, non seulement de modernisation, mais aussi de renforcement. Plusieurs équipements acquis (LHD, C-17, etc.) vont dans le sens du développement d'une orientation expéditionnaire rendue « obligatoire » par l'élargissement des missions de l'armée australienne. Ces dernières, lorsqu'elles concernent par exemple la lutte contre le terrorisme, l'aide aux États faillis ou l'assistance en cas de désastres naturels, peuvent en effet nécessiter un déploiement prolongé sur un théâtre d'opération éloigné. La probabilité d'une attaque – ou d'un conflit entre puissances « débordant » – sur le territoire australien demande également des capacités militaires étendues, étant donné la géographie particulière du pays. Ce renforcement n'est donc pas la conséquence du seul développement militaire chinois. La réaction de l'Indonésie et de la Malaisie par rapport à cette dynamique est à ce titre révélatrice : ces dernières décrivent, selon Singh, la posture militaire étendue de l'Australie comme un « néo-colonialisme dirigé vers la sécurisation de ressources énergétiques »¹⁰⁴. Concrètement, et dans le cadre restreint de la relation Chine-Australie qui nous occupe, il apparaît en effet rapidement que l'Australie ne pourrait se défendre seule face à un opposant aussi puissant que l'APL, et doit donc compter sur des moyens alternatifs¹⁰⁵. Sa faiblesse relative et sa crainte d'une résurgence japonaise japonais avait déjà poussé Canberra à formaliser son alliance avec les États-Unis au travers de l'ANZUS (1951). Le seul alignement sur Washington ne suffisant dorénavant plus à assurer de manière pérenne la sécurité nationale, l'indépendance politique et l'intégration du pays dans les circuits financiers mondiaux – et les ressources du pays ne suffisant pas à en faire une grande puissance –, Canberra s'est vue contrainte de développer une politique étrangère créative, plus multilatérale et orientée vers la médiation

¹⁰³ *Defending Australia in the Asia-Pacific Century: Force 2030*, op. cit., pp. 75-76, 78-79.; Chaplau P., « Australie : un sherif adjoint ambitieux », in *Politique Internationale*, n°114, hiver 2007.

¹⁰⁴ Singh P., op. cit., p. 6.

¹⁰⁵ Babbage R., « Australia's strategic edge in 2030 », in *Kokoda Papers #15*, The Kokoda Foundation, Février 2011.

(« *brokering* ») entre grandes puissances. Elle a, en d'autres termes, adopté une politique typique de puissance moyenne.

4.2. La puissance moyenne australienne

Pour Rosecrance, l'Australie contemporaine partage avec l'Autriche-Hongrie de Metternich l'obligation stratégique d'intégrer, comme tiers acteur, l'ensemble des coalitions pouvant se former dans sa région, afin de garantir – plutôt de favoriser – l'équilibre et la stabilité du système¹⁰⁶. Pour sa sécurité, Canberra s'est appuyée, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sur les États-Unis et est ainsi devenue depuis l'allié le plus fiable et le plus précieux de Washington dans le bassin Pacifique¹⁰⁷. La « prééminence mondiale » de Washington, la valeur, la sophistication technologique et la portée de ses forces armées ainsi que la taille de son économie ont permis à l'Australie de tirer de grands bénéfices de cette alliance, et de peser dans les affaires régionales d'une manière qu'elle n'aurait pu se permettre sans l'appui américain¹⁰⁸. Or, maintenant que les dynamiques à l'œuvre dans cette région d'Asie-Pacifique remettent en cause l'hégémonie stabilisatrice des États-Unis, l'Australie se doit de diversifier ses partenariats stratégiques.

Comme le dit Huisken, « *choosing between the US and China is the common nightmare in East Asia, something to be avoided if at all possible*¹⁰⁹ ». Dans cette optique particulière, choisir entre les États-Unis et la Chine, c'est choisir une option au détriment de l'autre, or Pékin comme Washington sont des partenaires vitaux pour Canberra, le premier au niveau économique, le second au niveau sécuritaire. C'est pourquoi l'Australie a continuellement rejeté l'idée « qu'elle devait choisir entre sa géographie et son histoire, entre les États-Unis et l'Asie, entre ses intérêts régionaux ou mondiaux, ou encore que, dans chaque configuration, ces intérêts soient subordonnés à ceux du partenaire choisi »¹¹⁰,

¹⁰⁶ Rosecrance R., « Australia, China and the US », in *Australian Journal of International Affairs*, 60 (3), Septembre 2006, pp. 364-368.

¹⁰⁷ Mccausland J.D., Stuart D.T., TowW., Wesley M, *The Other Special Relationship : The United States and Asutralia at the Start of the 21st Century*, Carlisle, Strategic Sudies Institute, 2007, p. 4-6.

¹⁰⁸ Camilleri J.A., « A Leap Into the Past – In the Name of National Interest », in *Australian Journal of International Affairs*, 57 (3), Novembre 2003, p. 449.

¹⁰⁹ Huisken R., « The Future of the US Military Presence in East Asia », in *the Australian National University Papers*, 2004, pp.6-10.

¹¹⁰ Medeiros E. et. al., *Pacific Currents, The Responses of US Allies and Security Partners in East Asia to China's Rise*, op. cit., p.193.

argumentant que ces options n'étaient pas mutuellement incompatibles mais plutôt complémentaires¹¹¹.

Cela étant, l'Australie doit tout autant tenir compte des évolutions de son voisinage immédiat que des dynamiques mondiales consacrant le développement d'une multipolarité complexe. Premièrement, elle ne peut se passer du concours de ses voisins pour faire face à certaines menaces intra-étatiques comme l'islamisme radical ou la piraterie. Les attentats de Bali de 2002, dans lequel ont péri 89 ressortissants australiens, a dramatiquement rappelé à quel point la coopération était indispensable avec le voisin indonésien pour combattre la menace terroriste¹¹². Deuxièmement, elle doit également tenir compte de la direction que prennent les États environnant dans leurs politiques de développement. Par exemple, les montants d'aide que la Chine verse à plusieurs petits pays du Pacifique (Les îles Cook, le Tonga, les Samoa, les îles Fidji, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Niue) en font un donneur influent dans le Pacifique¹¹³, réduisant l'importance relative – donc les moyens de pression – qu'a Canberra sur ces territoires. Aux Fidji, le commodore Bainimarama exprimait ainsi en 2010 son souhait d'« oublier l'Australie et la Nouvelle Zélande » pour se tourner, à la place, vers la Chine¹¹⁴. Corrélativement, Canberra se doit d'évaluer l'évolution des politiques internes de ses voisins, l'instabilité chronique de certains États constituant une menace pour sa sécurité. C'est ce qui l'a poussé à intervenir en 2003 dans les îles Salomon au travers de l'opération « Helpen Frem ». Cela dit, la politique de Canberra envers certains États a des répercussions sur d'autres, qu'elle doit également envisager. Son intervention au Timor Oriental a par exemple été un vecteur de grave dissension avec Jakarta. Troisièmement, elle connaît d'autres difficultés, au niveau bilatéral, avec certains voisins. Dans le cas de l'Indonésie, ces difficultés sont liées, de manière non exhaustive, à la pêche traditionnelle (illégale pour Canberra), aux trafics de la région, aux droits de l'homme, etc. Quatrièmement, pour l'Australie, la question énergétique se rapporte dans sa plus grande part à son environnement proche : la majorité de ses importations

¹¹¹ Howard J., « Australia in the World », address to the Lowy Institute for International Studies, 31 March 2005.

¹¹² « Inquiry into Australia's Relations with Indonesia », Joint Standing Committee on Foreign Affairs, Defence and Trade, Parliament of Australia, 31 mai 2004. <http://www.aph.gov.au/>

¹¹³ Hanson F., « China in The Pacific : The New Banker in Town », in *Policy Brief*, Lowy Institute for International Policy, April 2011, pp. 1-11.

¹¹⁴ Arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'État, le commodore Bainimarama a vu son gouvernement faire l'objet de sanctions de la part de l'Australie, de la Nouvelle Zélande, des États-Unis et de l'Union Européenne. Voir: « Fiji should align itself with 'visionary' China instead of Australia and NZ, says Bainimarama », in *The Australian*, 11 août 2010. <http://www.theaustralian.com.au/>

de pétrole proviennent du Viêt-Nam, de Papouasie Nouvelle Guinée, des Emirats Arabes Unis, de Malaisie et d'Indonésie¹¹⁵. Enfin, les réserves d'hydrocarbures que contient, par exemple, la mer de Timor l'obligent à s'intéresser à son voisinage immédiat afin de sécuriser son approvisionnement en ressources vitales. Canberra cherche donc à éviter toute marginalisation des systèmes international et régional en se rendant indispensable à la gestion de la sécurité régionale de deux manières différentes: (1) en intégrant de manière active les différents mécanismes de sécurité collective et (2) en agissant en médiateur dans les conflits d'intérêts entre grandes puissances. C'est ce qui constitue les thèmes centraux de la diplomatie d'une puissance moyenne (« *a broad commitment to liberal internationalism and a belief in the leadership role that small and middle powers could play in international relations* »¹¹⁶).

Le premier axe de cette diplomatie trouve son illustration dans la participation plus qu'active de Canberra au sein de l'EAS, de l'APEC et de l'ARF, participation régulièrement mise en valeur par ses représentants officiels. Récemment, le Ministre de la Défense Smith rappelait à l'occasion de la dixième tenue du dialogue Shangri-La à Singapour que « *Our region, the Asia-Pacific region, is a region in a strategic flux. In this environment, it is important that the region builds the institutions that can help us manage these security challenges [...] Australia will continue to help build and shape regional norms and institutions to ensure the long-term peace, stability and prosperity of the Asia-Pacific region* »¹¹⁷.

Au travers cette participation active aux mécanismes de sécurité collective, l'Australie cherche à participer à l'élaboration des règles et normes gouvernant le « système Asie-Pacifique ». Elle y voit une opportunité de traiter la menace que pourrait constituer la Chine pour sa sécurité dans un cadre plus favorable à la promotion de son point de vue, surtout si les Etats-Unis y sont associés également, comme c'est le cas dans l'EAS. C'est ce qu'exprima le Premier Ministre Gillard devant le Congrès américain en mars 2011 en disant : « *This is why [the U.S.] decision to join the East Asia Summit is such good news. The Summit brings the leaders of the region's major powers together and has a mandate to deal with the whole range of economic, political and security issues our countries face* »¹¹⁸.

¹¹⁵ U.S. Energy Information Administration. <http://www.eia.gov/>

¹¹⁶ Ungerer C., « The "Middle Power" Concept in Australian Foreign Policy », in *Australian Journal of Politics and History*, 53 (4), 2007, p. 539.

¹¹⁷ Smith S., « Asia's New Distribution of Power and its Implications », Third Plenary Session, 10th ISS Asia Security Summit The Shangri-La Dialogue, Singapour, 4 juin 2011. <http://www.iiss.org/>

¹¹⁸ « Full transcript of Julia Gillard's speech to US Congress », in *Herald Sun*, 10 mars 2011. <http://www.heraldsun.com.au/>

Cet engagement en faveur d'une institutionnalisation des mécanismes de gestion de la sécurité régionale et de l'inclusion d'un maximum de grandes puissances en leur sein est également une façon pour l'Australie de faire participer (*engage*) ces derniers à la défense de la stabilité de l'Asie-Pacifique d'une manière qui tienne compte des intérêts australiens. Par rapport à la Chine, Kent expliquait déjà en 1997 que l'Australie « *worked to bind China into a complex web of multilateral interaction that would provide a political and strategic safety net, as well as enmeshing it in regional economic arrangements* »¹¹⁹. Il s'agit, selon Goh, d'« omni-enmeshment », c'est-à-dire « *[a] process of engaging with an actor or an entity so as to draw it into deep involvement into a system or community, enveloping it in a web of sustained exchanges and relationships with the eventual aim of integration* »¹²⁰. C'est ce qui a guidé Canberra dans son « lobbying » envers Pékin pour que cette dernière rejoigne l'APEC, au même titre que les « économies de Hong Kong et Taiwan » et dans ses efforts pour lancer l'ARF, vue comme une institution complétant l'APEC au niveau sécuritaire¹²¹. Il s'agit, en fait, de contraindre, de manière « douce », la Chine à devenir un « *responsible stakeholder* ».

Le deuxième axe de la politique australienne, à savoir son positionnement en tant que médiateur des intérêts des grandes puissances, peut tout autant se déceler dans les organismes de sécurité comme l'EAS, à propos duquel Gillard disait récemment : « *What is very important about this evolving piece of regional architecture is that it will bring to the same table China, the US, countries like India as well as our own* »¹²². Cette logique particulière relève, quant à elle, plutôt d'un mécanisme que He a qualifié d'« *institutional balancing* », c'est-à-dire « *to counter pressures or threats through initiating, utilizing, and dominating multilateral institutions, as an overlooked realist strategy for states to pursue security under anarchy* »¹²³. Joshy, quant à lui, parle de « *cooperative balancing* » : « *the 'cooperation balancing' will ensure mutuality of security concern and give assurances to small countries about their security. It seeks to avoid arms race and sabre-rattling. If one country tries to intimidate or decides to act unilaterally, disturbing the status quo, the outer layer will work as a 'check and balance' in the security*

¹¹⁹ Cité dans: Wesley M., « Australia-China », op. cit., p. 71.

¹²⁰ Goh E., « Great Powers and Southeast Asian Regional Security Strategies: Omni-enmeshment Balancing and Hierarchical Order », in *Institute of Defence and Strategic Studies*, n°84, July 2005, p. 8.

¹²¹ Wesley M., « Australia-China », op. cit., p. 71.

¹²² Gartell A., « Gillard to head to East Asia Summit », in *The Age*, 28 octobre 2010. <http://news.theage.com.au/>

¹²³ He K., « Institutional Balancing and International Relations Theory: Economic Interdependence and Balance of Power Strategies in Southeast Asia », op. cit., p.492.

*apparatus in Asia*¹²⁴». Il est possible de soutenir que c'est la dynamique décrite par Joshy qui s'observe actuellement en mer de Chine méridionale, où le Viêt-Nam et les Philippines se tournent de plus en plus vers Washington pour trouver des garanties de sécurité au vu des récents accidents qui les ont confrontés à des navires et avions de combat chinois¹²⁵. Les institutions multilatérales pourraient alors servir non plus à « socialiser » la Chine, mais à la contenir : que la Chine passe outre la *Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea*, pour reprendre notre exemple, et son prestige au sein de l'ASEAN autant que dans d'autres forums en souffrira, tout comme la crédibilité de ses appels à la gestion pacifique et concertée des conflits et tensions régionaux.

Pour l'Australie, son implication au sein du *Trilateral Security Dialogue*, l'établissement d'un accord de sécurité bilatéral avec le Japon et la réaffirmation de l'importance de l'ANZUS dans sa politique de défense sont autant de possibilités de contrebalancer (*hard balancing*), dans une perspective réaliste et bien qu'elle s'en défende, la puissance chinoise. Son adhésion à l'EAS, à l'ARF et à l'APEC où la Chine est également présente, lui donne l'opportunité de faire de même, mais d'une manière douce, c'est-à-dire via le « *soft balancing* ». Ces différentes « affiliations », ainsi que le caractère moins interventionniste de sa diplomatie par rapport à celle de Washington, lui confèrent ainsi une crédibilité pour servir d'intermédiaire, dans le cas de la mer de Chine méridionale, entre les parties¹²⁶. Un tel rôle pourrait se matérialiser par exemple dans l'éventualité où certains Etats de la région, cherchant à s'assurer un soutien américain sans trop fâcher une Chine fort encline à considérer les alliances entre les Etats-Unis et certains de ses voisins comme des manœuvres d'endiguement à son encontre, passeraient par Canberra pour relayer leurs demandes.

5. Conclusion

La montée en puissance chinoise est bel et bien admise par l'Australie autant que par ses voisins et Washington comme étant l'expression la plus flagrante d'une multipolarité en hausse et d'une transformation des relations de

¹²⁴ Joshy M.P., « Emerging Powers and Cooperative Security in Asia », in *RSIS Working Paper*, Singapore, n°221, 20 décembre 2010, p. 6.

¹²⁵ Valencia M., « The South China Sea : Trying to Make Sense of Non-Sense », Policy Forum: The Nautilus Institute, 21 juin 2011. <http://www.nautilus.org/>

¹²⁶ Shen D., « Solving South China Sea Spat », in *The Diplomat*, 26 Août 2010. <http://the-diplomat.com/>

puissance au sein du « système Asie-Pacifique ». Cette montée en puissance confronte chaque acteur du système à des défis et des opportunités également gigantesques. Au niveau économique, aucun ne peut plus se permettre de contourner la Chine. Au niveau politico-stratégique, les évolutions sont plus nuancées.

Il apparaît comme de plus en plus évident que la Chine a développé son propre « *smart power* », englobant au sein de son CNP les deux doctrines de *fuguo qianbing* (développement économique et militaire) et du « *soft power* », la deuxième visant à assurer que son environnement reste amical, tranquille et prospère pour pouvoir se concentrer sur la première. Dès lors, quelle peut être la logique sous-tendant l'emphase que fait Pékin sur le multilatéralisme de sa diplomatie ? Poursuit-elle ses intérêts nationaux de manière dissimulée, c'est-à-dire sous le couvert de son « *soft power* », dans le but de concurrencer les autres puissances – « *cooperating to compete* » – ou au contraire se socialise-t-elle au sein d'un système basé sur des règles et des normes, et trouve ce faisant la satisfaction de ses ambitions – « *racing to integrate* »¹²⁷ ? Cette incertitude à propos des ambitions et objectifs finaux de la Chine impose donc aux différents acteurs du système un exercice d'équilibre difficile dans leur politique étrangère. Les efforts rhétoriques de Pékin visant à rassurer ses voisins et à promouvoir l'image d'une Chine gagnée à la cause du multilatéralisme et du développement pacifique ne parviennent pas à convaincre tout le monde, ni n'empêchent certains acteurs de trouver des garanties de sécurité auprès de la puissance dominante – bien que déclinante – des Etats-Unis. Pour leur sécurité, les Etats de la région ont ainsi adopté des politiques composites, s'alignant (*bandwagoning*) sur la Chine dans certains domaines, s'y opposant (*balancing*) dans d'autres, selon des modalités différentes, regroupées sous l'appellation « *hedging strategies* ».

Dans cette configuration, l'Australie a bien compris qu'il était devenu indispensable de ne plus se reposer uniquement sur son alliance avec les Etats-Unis, afin d'éviter une marginalisation autant économique que politico-stratégique. Ses ressources propres limitant les champs d'action de sa diplomatie, elle a ainsi dû faire preuve de créativité dans sa politique étrangère, et « engager » (*engaging*) son environnement asiatique pour se maintenir comme puissance pivot au sein d'une région en transition. Elle a ainsi rapidement fait

¹²⁷ Moore T., « Racing to integrate, or cooperating to compete ? Liberal and realist interpretations of China's new multilateralism », in: Wu G., Lansdowne C. (éds.), *China turns to multilateralism: Foreign policy and regional security*. Londres: Routledge, 2008, pp. 35-50.

le choix de développer ses échanges économiques avec la Chine : ces derniers ont largement participé à sa croissance économique mais ont graduellement pris la forme d'un rapport de force. L'importance relative de la Chine dans l'économie australienne est vite devenue prépondérante, l'inverse étant beaucoup moins vrai. Cela fit craindre que l'Australie puisse entrer dans la nouvelle sphère d'influence chinoise, Pékin pouvant économiquement se passer de Canberra mais pas le contraire. L'Australie s'est donc « spécialisée » avec succès en développant son statut de fournisseur indispensable de ressources naturelles vitales à la Chine, ce qui lui garantit un levier d'influence sur le géant asiatique, levier qu'elle cherche d'ailleurs à conserver en refusant une prise de participation trop importante de firmes étatiques chinoises dans son secteur extractif.

Une interdépendance économique ne pouvait néanmoins suffire à garantir la sécurité australienne ni à lui assurer une place d'importance au sein du système Asie-Pacifique. L'Australie s'est donc également « spécialisée » dans sa politique étrangère, consacrant une bonne part de ses ressources à (1) la promotion du multilatéralisme, de l'intégration régionale et de l'institutionnalisation des mécanismes de sécurité collective et (2) à développer une position de médiateur entre grandes puissances.

En fait, l'Australie accomplit son difficile exercice d'équilibre à tâtons, au travers d'une diplomatie typique de puissance moyenne à la fois idéaliste et réaliste. Elle cherche ainsi à encourager le développement d'un système régional où la puissance américaine resterait impliquée, comme garantie de sécurité (« *hegemonic overlay* »), où la Chine a une voix mais ne domine pas, et où il existerait une multiplicité de centres de puissances régionales¹²⁸. Au sein d'un tel concert, se rapprochant pour Marque d'un système bismarckien¹²⁹, Canberra pourrait alors s'imposer comme tiers acteur incontournable et puissance pivot sans avoir à choisir entre l'aigle américain et le dragon chinois.

¹²⁸ Medeiros E. et. al., « Pacific Current Pacific Currents: The Responses of U.S. Allies and Security Partners in East Asia to China's Rise », op. cit., p. 210.

¹²⁹ Marque B., op. cit.